

**Convention collective**

IDCC : 8215. – **ENTREPRISES AGRICOLES DE DÉSHYDRATATION  
(CHAMPAGNE-ARDENNE)**  
**(20 mars 1970)**

(Étendue par arrêté du 16 juillet 1971,  
*Journal officiel* du 17 août 1971)

**AVENANT N° 115 DU 18 MAI 2006 (1)**

NOR : *AGRS0797001M*

IDCC : 8215

Entre :

La fédération des déshydrateurs de la région Champagne-Ardenne,

D'une part, et

La FGTA-FO pour la région Champagne-Ardenne ;

Le syndicat CFTC ;

Le syndicat CFE-CGC ;

Les unions départementales des syndicats CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

A l'article 12, à la fin du paragraphe A (« Personnel de plaine, de fabrication, de stockage et d'entretien, maîtrise et encadrement »), il est ajouté l'alinéa suivant :

« Le calcul sera effectué dans le respect des dispositions de l'article L. 713-6 du code rural, relatif aux majorations pour heures supplémentaires. »

**Article 2**

A l'article 13, avant-dernier alinéa, les termes « selon les modalités définies à l'article 6 du décret n° 97-540 du 26 mai 1997 » sont remplacés par les termes « selon les modalités définies à l'article R. 713-4 du code rural ».

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

### **Article 3**

A l'article 21, au paragraphe relatif à la durée maximale quotidienne de travail, après les termes « Et ce en conformité avec l'article L. 713-13 du code rural, et suivant les dispositions de l'article D. 713-5 du code rural », il est ajouté les termes suivants : « qui prévoit qu'en cas de dépassement de la durée quotidienne de travail, l'employeur doit informer immédiatement l'inspecteur du travail ».

### **Article 4**

Le présent avenant sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Marne.

### **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 18 mai 2006.

(Suivent les signatures.)